

Indicateur 5.5.1(b): Proportion de sièges occupés par des femmes dans les gouvernements locaux

ONU-Femmes

**Les postes élus** sont la façon la plus courante de sélection des membres des gouvernements locaux. Ils sont sélectionnés lors d'élections locales, sur la base d'un système de choix des titulaires de charge politique dans lequel les électeurs votent pour la personne, les personnes ou le parti politique qu'ils souhaitent voir élu. La catégorie des postes élus comprend à la fois les personnes élues qui ont concouru sur des sièges ouvertement contestés et les personnes sélectionnées au cours des processus électoraux sur des sièges réservés ou par le biais d'un quota de candidats.

En comparaison, les membres choisis pour des postes nommés (la façon la moins courante de choisir les membres des administrations locales) sont nommés, généralement par des représentants du gouvernement des échelons supérieurs du gouvernement. Les membres nommés du gouvernement local sont plus fréquents parmi les postes de direction, comme les chefs de l'organe exécutif, les représentants de groupes spécifiques (p. ex., les femmes, les groupes défavorisés, les jeunes); et, comités/délégations/gardiens temporaires nommés par des représentants du gouvernement lorsqu'un conseil a été dissous.

## Unité:

%

## Justification:

Le droit des femmes's et des hommes', d'exercer leurs droits politiques sur un pied d'égalité et à tous les niveaux de prise de décision, est reconnu dans les ODD et consacré dans de nombreuses déclarations, conventions et résolutions sur les droits de l'homme et les droits politiques convenues par la plupart des pays du monde. L'indicateur 5.5.1(b) mesure dans quelle mesure l'équilibre entre les sexes a été atteint et les femmes ont un accès égal à la prise de décisions politiques au gouvernement local.

L'indicateur 5.5.1(b) complète l'indicateur 5.5.1 a) sur les femmes dans les parlements nationaux et représente la représentation des femmes parmi les millions de membres des gouvernements locaux qui influencent (ou ont le potentiel d'influencer) la vie des communautés locales à travers le monde. Tous les niveaux de gouvernement local sont couverts par l'indicateur, conformément aux cadres juridiques nationaux définissant les administrations locales.

## Commentaires et limitations:

L'indicateur 5.5.1(b) fait référence à la représentation des femmes parmi les postes élus des organes législatifs/délibératifs des administrations locales. Il s'agit d'une force, car elle assure la comparabilité entre les pays, à faible coût, et reflète l'indicateur des ODD mesurant la représentation des femmes' au niveau national, au parlement. Il s'agit également d'une limitation en ce que l'indicateur ne tient pas compte d'autres postes dans les administrations locales. Les fonctionnaires des administrations locales occupant des postes de direction qui n'occuperont pas simultanément un poste au sein de l'organe législatif ou délibératif, ou qui sont nommés et non élus, ne sont pas pris en considération dans cet indicateur.

Il est recommandé que la représentation des femmes dans les postes de direction, en particulier au niveau du chef de l'exécutif (comme le maire), soit surveillée séparément aux niveaux national et mondial, mais pas comme indicateur global des ODD.

Fait important, l'indicateur fait référence à la représentation entre les membres des administrations locales et non à la qualité de leur participation. Les pays peuvent donc envisager d'évaluer la participation politique au moyen d'études nationales ou infranationales impliquant des méthodes de recherche qualitatives et/ou quantitatives. D'autres indicateurs de participation politique peuvent également être surveillés au niveau national, tels que la part des femmes' parmi les électeurs et les

candidats aux élections locales, afin de surveiller la comblent d'autres écarts sur la participation politique des femmes'.

Enfin, les aspects de la gouvernance locale au-delà des institutions formelles des administrations locales, tels que le personnel de l'administration publique, ne sont pas inclus dans l'indicateur 5.5.1(b) et peuvent être couverts par d'autres indicateurs dans le cadre des ODD, en particulier dans le cadre de l'objectif 16 sur les sociétés inclusives.

## Méthodologie

---

### Méthode de calcul:

La méthode de calcul est la suivante:

*Indicateur 5.5.1(b) =*

*(Nombre de sièges détenus par des femmes) x 100) / Nombre total de sièges détenus par des femmes et des hommes*

### Traitement des valeurs manquantes :

- **Au niveau national:**

Pas imputé

- **Au niveau régional et mondial:**

Pas imputé

### Sources d'écarts:

Il n'y a pas d'écarts. Les données sont communiquées par des entités des systèmes statistiques nationaux, y compris les organismes de gestion électorale et les bureaux nationaux de statistique.

## Sources de données

---

### Description:

**Les données administratives fondées sur les registres électoraux** sont la principale source de données sur les membres élus du gouvernement local et la source de données recommandée pour l'indicateur 5.5.1(b). Les registres électoraux sont produits et confirmés par des organes de gestion électorale (CME) ou des organismes équivalents chargés d'organiser des élections au niveau local. Les OGE font partie du Système statistique national et sont souvent mentionnés spécifiquement dans les statistiques nationales en tant que producteurs de statistiques officielles.

L'utilisation des registres électoraux pour mesurer la représentation des femmes' dans les administrations locales et la surveillance de l'indicateur 5.5.1(b) sont rentables, simples et opportunes. Aucun ajustement ou estimation n'est nécessaire pour transformer l'information administrative en statistiques pour le suivi de l'indicateur. Le cadre conceptuel à la base de l'indicateur 5.5.1(b) est conforme au cadre conceptuel à la base des élections locales, car les deux sont fournis par un cadre



Les données sur la représentation des femmes' et des hommes' dans les postes élus des organes législatifs/délibératifs des gouvernements locaux sont actuellement estimées comme disponibles pour 89 des pays du monde. Cette estimation est basée sur un décompte des pays couverts par des bases de données régionales en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et des études ad hoc en Asie et dans le Pacifique. Toutefois, l'indicateur utilisé varie d'une région à l'autre. On s'attend à ce que le nombre de pays change après que la méthodologie de l'indicateur soit utilisée de façon cohérente entre les pays et les régions.

## Désagrégation:

Les données sur les postes élus dans les organes législatifs/délibératifs des administrations locales doivent être ventilées par sexe pour permettre le calcul de l'indicateur. Aucune désagrégation supplémentaire n'est nécessaire pour la déclaration des ODD.

# Calendrier

## Collecte de données:

Après l'établissement de la base de référence mondiale, les données seront compilées chaque année, en janvier de chaque année, et/ou après les élections locales.

### Publication des données:

Deuxième trimestre de l'année.

## Fournisseurs de données

Les données sont fournies par les organes de gestion électorale et/ou en coordination avec les bureaux nationaux de statistique.

# Compilateurs de données

ONU Femmes avec le soutien des Commissions régionales des Nations Unies.

## Références

ECLAC, 2016a. CEPALSTAT: Bases de données et publications statistiques.  
<http://interwp.cepal.org/sisgen/ConsultaIntegrada.asp?idAplicacion=11&idioma=e> (consulté janvier-avril 2016)

Commission européenne, 2016a. Base de données sur les femmes et les hommes dans la prise de décision (WMID). [http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/gender-decision-making/database/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/gender-decision-making/database/index_en.htm) (consulté janvier-avril 2016)

Commission européenne, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développements économiques, Nations Unies et Banque mondiale, 2009. *Le Système des comptes nationaux de 2008*.

UNECE, 2016a. Base de données sur la vie publique et la prise de décision.

[http://w3.unece.org/PXWeb2015/pxweb/fr/STAT/STAT\\_30-GE\\_05-PublicAnddecision](http://w3.unece.org/PXWeb2015/pxweb/fr/STAT/STAT_30-GE_05-PublicAnddecision) (consulté de janvier à avril 2016).

PNUD,

Nations Unies, 2011. *Utilisation de sources administratives et secondaires pour les statistiques officielles : Un manuel de principes et de pratiques*. Unece.

UNPAN (Réseau d'administration publique des Nations Unies), 2016. Glossaire de l'administration publique des Nations Unies. <http://www.unpan.org/Directories/Glossary/tabid/1398/language/fr-US/Default.aspx> (mars 2016)

ONU Femmes, 2017. Révision des Constitutions nationales et des lois sur les gouvernements locaux. Inédit.

[illegible]